

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

**Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures**
Réf: FQR

ARRÊTE

de mise en demeure à l'encontre de
la société COGNIS France à BOUSSENS

N° - 72

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 514-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2007 autorisant la société COGNIS France à exercer ses activités sur le site de Boussens ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 mai 2011 établi suite à sa visite d'inspection du 19 janvier 2011 ;

Considérant que l'inspection a mis en évidence un non respect de l'article 2.5.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2007 qui stipule que chaque jour, un échantillon représentatif sur 24 heures des caractéristiques moyennes du rejet d'eaux résiduelles de procédé est prélevé ;

Considérant que l'inspection a mis en évidence un non respect de l'article 2.3.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2007 qui stipule que les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme ;

Considérant que l'inspection a mis en évidence un non respect des dispositions du point 2.7.10.2 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2007 relatives à la collecte des eaux d'extinction du bâtiment M06 ;

Considérant que l'inspection a mis en évidence un non respect de l'article 2.4.4 de l'annexe 1 et de l'article 2.5.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2007 qui stipulent que les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel doivent respecter les valeurs limites de 125 mg/l en DCO et 30 mg/l en DB05 et que ces résultats doivent faire l'objet de commentaires explicitant les causes et mesures correctives envisagées en cas de dépassement des valeurs limites ;

Attendu qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne ;

.../...

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : La société COGNIS France est mise en demeure :

- dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de mettre en place le prélèvement d'un échantillon représentatif sur 24 heures des caractéristiques moyennes du rejet d'eaux résiduelles de procédé,
- dans le délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, de mesurer en continu la DCO avec asservissement à une alarme,
- dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les valeurs limites de rejets définies à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2007 pour la DCO et la DB05 et de transmettre les commentaires explicitant les causes des dépassements des valeurs limites en DCO et DB05 et les mesures correctives correspondantes,
- dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de pouvoir collecter les eaux d'extinction du bâtiment M06 dans un bassin de confinement suivant les dispositions du point 2.7.10.2 de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 : A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des poursuites pénales.

ARTICLE 3 : Délai et voies de recours :

L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Midi-Pyrénées, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société COGNIS France.

Toulouse, le

10 JUIN 2011

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN